



54^e CONSEIL DIRECTEUR

67^e SESSION DU COMITÉ RÉGIONAL DE L'OMS POUR LES AMÉRIQUES

Washington, D.C., ÉUA, du 28 septembre au 2 octobre 2015

CD54/DIV/3
Original : anglais

**ALLOCUTION DE BIENVENUE DU DR CARISSA F. ETIENNE, DIRECTRICE DU BUREAU
SANITAIRE PANAMÉRICAIN ET DIRECTRICE RÉGIONAL POUR LES AMÉRIQUES
DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ**

**ALLOCUTION DE BIENVENUE DU DR CARISSA F. ETIENNE, DIRECTRICE DU BUREAU
SANITAIRE PANAMÉRICAIN ET DIRECTRICE RÉGIONAL POUR LES AMÉRIQUES
DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ**

**Le 28 septembre 2015
Washington, D.C.**

**54^e Conseil directeur de l'OPS
67^e session du Comité régional de l'OMS pour les Amériques**

Monsieur le président du 54^e Conseil directeur,
Son excellence monsieur Juan Orlando Hernández, Président
de la République du Honduras,
Mesdames et messieurs les ministres de la Santé,
Monsieur le Sous-directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé,
Mesdames et messieurs les délégués,
Membres du corps diplomatique,
Chers collègues et invités,

Bonjour à tous.

J'ai le grand plaisir de vous souhaiter à tous la bienvenue à cette cinquante-quatrième réunion annuelle du Conseil directeur de l'OPS. Vous êtes venus de tous les coins de notre Région – et même de plus loin encore pour certains d'entre vous –, pour être parmi nous. Je vous remercie sincèrement d'avoir réservé ce moment dans votre emploi du temps très serré afin de pouvoir participer à ce qui sera certainement un dialogue riche et fructueux sur la santé de notre Région.

Ce matin, je me réjouis particulièrement de vous accueillir tous à la maison de l'OPS. Cela fait cinquante ans hier que cet immeuble même a ouvert ses portes, en 1965. Et c'est pour la cinquantième fois consécutive que le Conseil directeur de l'OPS se réunit ici même, au numéro 525 de la vingt-troisième rue au nord-ouest de la ville de Washington. Aujourd'hui représente donc une occasion mémorable de notre histoire... Bon anniversaire à nous tous !

Je passe maintenant à un sujet plus grave, pour vous convier au souvenir des nombreuses personnes qui, dans nos États Membres, ont perdu la vie, leurs biens, leurs revenus et leur santé en raison des catastrophes et flambées de maladies survenues ces douze derniers mois. Pensons en particulier aux habitants du Chili et à ceux de ma patrie, la Dominique, récemment frappés par les assauts de la nature. Puisque nous habitons ce grand village qu'est le monde, rappelons-nous aussi ceux qui, dans d'autres

régions de l'OMS, ont perdu la vie lors de la flambée épidémique d'Ebola et dans le tremblement de terre survenu au Népal.

Si l'OPS est la plus ancienne institution internationale de santé publique à caractère technique dans le monde, puisqu'elle a été fondée en 1902, notre croissance ininterrompue et notre action fructueuse sont largement le fait de l'orientation inestimable et judicieuse que les États Membres ont fournie au Secrétariat durant plus d'un siècle. Toutefois, et encore plus que jamais, dans ce climat complexe et en constant devenir qui est celui de la santé dans le monde, nous continuons de solliciter votre contribution, vos idées neuves et votre sagesse pour naviguer à travers des contrées nouvelles afin de réaliser les objectifs du programme de développement durable pour l'après-2015 et ceux de notre Plan stratégique 2014-2019.

Forts de votre orientation vigilante au cours de ces nombreuses décennies, je considère que nous avons considérablement évolué au plan collectif puisque nous sommes passés, lors des premières années, d'un intense renforcement des capacités nationales en ressources humaines au service de la santé à l'éradication de la variole et à l'élimination de la poliomyélite, ainsi que, dernièrement, de la rubéole et du syndrome de rubéole congénitale, à l'exploitation de technologies peu coûteuses au profit de la prévention et du contrôle du cancer du col de l'utérus parmi les populations non desservies, pour arriver enfin à l'engagement souscrit en 2014 envers l'accès universel à la santé et la couverture sanitaire universelle, en faisant fond, en particulier, sur l'objectif de la santé pour tous établi en 1978 à Alma-Ata.

Tous nos acquis ont été obtenus en dépit des nombreuses contraintes rencontrées sur notre chemin et des défis nombreux et nouveaux auxquels nous faisons face au quotidien, dans un monde en évolution. Aujourd'hui, je suis encore plus convaincue et me réjouis du fait qu'ensemble, nous créons des réformes évolutives en matière de politique qui naissent dans les antichambres de nos gouvernements et atteignent communes, villes et villages pour enfin toucher les foyers mêmes des populations auprès desquelles nous intervenons. Il est un fait que ces réformes transforment et améliorent la qualité de vie.

Lorsque je me rends dans les États Membres, hormis ma mission de plaider auprès des présidents, premiers ministres, ministres de la Santé et des Affaires étrangères et autres dignitaires, à chaque occasion, je savoure l'occasion qui m'est donnée d'observer le déroulement de nos programmes et de comprendre, à partir de ce que j'entends dire chez les parties concernées, les actions qui marchent, les sujets qui continuent de préoccuper et les enseignements tirés de nos activités. Au cours des 17 missions effectuées dans les États Membres cette année, l'innovation et les progrès constatés sont très encourageants.

En Équateur par exemple, j'ai constaté avec un grand intérêt que le gouvernement s'est engagé sur la durée pour établir, entre autres, des mesures tendant à améliorer la qualité de son système de santé et a instauré dans ce contexte la *Agencia de Aseguramiento de la Calidad de los Servicios de Salud y Medicina* [ACCESS], dont la mission est d'assurer la qualité des services de santé et des services médicaux prépayés dans ce pays. Ce genre d'exercice novateur a le potentiel d'aboutir à une meilleure qualité dans les systèmes et services de santé de l'Équateur.

Au Chili, j'ai constaté des progrès considérables au plan de l'étiquetage de produits alimentaires riches en calories, en sucres, en sel et en matières grasses avec l'adoption de nouvelles règles de la part des autorités nationales. Cette innovation aidera les Chiliens à prendre des décisions mieux éclairées pour une alimentation nutritive et, à long terme, elle permettra à ce pays de réduire une éventuelle expansion des facteurs de risque de maladies non transmissibles chroniques. L'Équateur, les États-Unis et le Mexique comptent tous des initiatives progressives similaires qui portent sur l'étiquetage des produits alimentaires.

Dans le Commonwealth des Bahamas, archipel de 700 îles et îlots s'étendant sur plus de 13 000 km², les autorités se sont engagées à introduire une initiative d'assurance maladie nationale [AMN] de sorte que la couverture sanitaire universelle et l'accès universel à la santé soient étendus à tous les habitants du pays. Ces autorités ont travaillé de manière assidue avec différents secteurs et acteurs concernés pour arrêter leur choix sur les meilleurs régimes de prestations et d'AMN et ce, afin de répondre aux réticences exprimées par certains acteurs, dont l'objectif premier est de préserver leurs intérêts financiers.

D'autre part, le Nicaragua et l'Uruguay sont devenus les deux premiers pays du monde à ratifier le Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, récemment adopté par l'Organisation mondiale de la Santé. Je salue ces États Membres qui ont pris cette décision courageuse pour réduire la consommation de tabac et tracer un fier exemple que d'autres pourront imiter.

Chaque jour, je peux témoigner de l'ingénuité, du courage et de la bravoure des États Membres qui s'efforcent vaillamment d'améliorer la santé de leurs populations, même lorsqu'ils doivent surmonter les obstacles érigés par ceux dont les intérêts premiers divergent parfois de la protection de la santé du public. Dans certains cas, les ministères de la Santé ont même été contraints de se mesurer aux associations et conseils médicaux nationaux.

Il est indiscutable que la Région des Amériques est un fer de lance et cela, nous le devons en grande partie à votre leadership collectif et à votre travail inlassable pour améliorer les conditions sociales et les systèmes sanitaires de vos propres pays. Toutefois, force m'est de reconnaître que certains domaines suscitent en nous un

sentiment de frustration car les transformations requises et les incidences positives durables ne se produisent pas aussi rapidement que nous le souhaiterions.

La réduction de la mortalité maternelle dans la Région [OMD5] représente un exemple d'une cible qui a pâti de longs retards et de progrès insuffisants. Tandis que la mortalité maternelle a diminué de près de 40 % en Amérique latine et dans les Caraïbes entre 1990 et 2013, ce chiffre est loin de s'approcher de la cible de 75 % prévue au titre des objectifs du Millénaire pour le développement. Selon les dernières informations disponibles, en 2013, plus de 9000 femmes de notre Région sont décédées de causes liées à la maternité comme l'hémorragie obstétricale. Cette situation est tout à fait inacceptable et continue de remettre en cause l'accès aux soins de santé et la qualité des soins dans notre Région.

Il est un autre domaine qui réclame davantage de dialogue de la part des États Membres ainsi qu'une grande détermination : notre collaboration avec les acteurs non étatiques. La communication avec ce secteur est essentielle pour favoriser une meilleure maîtrise des enjeux fondamentaux au plan de la santé et pour assurer, à travers la Région, un accès à des interventions de santé publique qui soient de la meilleure qualité et au plus bas prix. Malheureusement, pas plus tard que la semaine dernière, ici aux États-Unis, on a évoqué dans la presse le prix d'un médicament ancien [Daraprim], utilisé pour combattre le paludisme et la toxoplasmose, qui a vertigineusement augmenté d'environ 13,50 dollars à 750 dollars par comprimé du jour au lendemain !

À l'avenir, il nous faudra donc en même temps préserver nos acquis, résoudre les questions figurant à notre programme inachevé et jeter un pont pour nous rapprocher des grands objectifs, plus ambitieux encore, qui ont été fixés pour le développement durable. Bien entendu, l'adéquation des financements est crucial pour notre réussite, au même titre qu'une coordination efficace parmi les divers secteurs et parties concernées afin d'exploiter le mieux possible toutes nos ressources, qu'elles soient humaines, financières, technologiques ou intellectuelles.

Vendredi dernier, aux Nations Unies, 193 pays ont adopté l'Agenda 2030 pour le Développement durable qui vise à éliminer la pauvreté, à combattre les inégalités et à affronter le problème du changement climatique durant les 15 prochaines années. Cet Agenda, qui comprend 17 objectifs et 169 buts, cherche à traiter avec agressivité l'outrage que constituent la pauvreté et l'iniquité affligeant le développement humain et propose un développement axé sur l'être humain, holistique, global et intégré. Je suis heureuse d'annoncer que le Plan stratégique de l'OPS 2014-2019 est en parfaite harmonie avec les objectifs et approches formulés dans les Objectifs de développement durable

La semaine dernière, le Souverain Pontife Francis, originaire de notre région, nous a rappelés à plusieurs reprises la nécessité d'assurer que les pauvres, les démunis et les plus vulnérables puissent bénéficier de débouchés pour s'épanouir et vivre dans la plus grande dignité. Il a aussi souligné que nous devons travailler à la conservation de la nature et de la vie. Il a jugé que c'était là notre obligation morale.

Je formule le vœu et l'aspiration que ces sentiments et les engagements globaux fourniront un cadre adéquat pour nos délibérations cette semaine. Ces délibérations communes nous aideront à mieux définir notre programme, cibler notre attention et donner le ton aux interventions à venir durant les prochains mois. J'attends avec un grand enthousiasme ces prochaines discussions. Nous avons un programme riche et intéressant, au cours duquel nous parlerons d'une grande diversité de sujets, en rapport avec la santé publique mais aussi avec des questions programmatiques et de politique d'une importance capitale, en sus des mises à jour que nous recevrons sur des questions techniques, administratives et financières.

Enfin, je voudrais ajouter à titre personnel que je me réjouis profondément de faire partie d'une assemblée si distinguée, définie et unifiée par notre dévouement entier envers la santé et le bien-être des habitants des Amériques. Avec pour inspiration votre dévouement et votre direction, je suis plus que jamais persuadée que notre voyage nous mènera à bon port.

Merci beaucoup.

- - -